



Numéro PPQ/6927

jeudi 18 septembre 2014

## **Les grands titres:**

- Ebola : l'ONU annonce une mission sanitaire d'urgence des Nations Unies
- Afghanistan : l'ONU appelle une nouvelle fois à la formation d'un gouvernement d'union nationale
- Syrie : le PAM obligé de réduire ses opérations à cause du manque d'argent
- Lutter contre la mortalité infantile implique la lutte contre les inégalités, selon le chef des droits de l'homme
- Objectifs du millénaire : Les États doivent respecter leurs engagements d'ici 2015
- UNESCO : le développement durable commence par l'éducation
- L'ONU et l'UA s'engagent à faire avancer la question des entreprises et des droits de l'homme

## **Ebola : l'ONU annonce une mission sanitaire d'urgence des Nations Unies**



**18 septembre** - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée jeudi à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé l'établissement d'une mission sanitaire d'urgence des Nations Unies pour stopper cette épidémie.

« Aucun gouvernement ne peut gérer cette crise tout seul. L'Organisation des Nations Unies ne peut pas le faire toute seule. Cette situation sans précédent nécessite des mesures sans précédent pour sauver des vies et garantir la sécurité », a dit M. Ban dans un discours

devant les Etats membres du Conseil.

« Par conséquent, j'ai décidé d'établir une mission sanitaire d'urgence des Nations Unies, combinant la perspective stratégique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de solides moyens logistiques et opérationnels », a-t-il ajouté. « Cette mission internationale, qui s'appellera la Mission des Nations Unies pour la lutte contre Ebola (UNMEER), aura cinq priorités : stopper l'épidémie, traiter les personnes infectées, assurer les services essentiels, préserver la stabilité et prévenir de nouvelles flambées épidémiques. »

Cette mission sera placée sous l'autorité d'un Représentant spécial du Secrétaire général, qui travaillera en coordination étroite avec les organisations régionales, telles que l'Union africaine et la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

« Notre objectif est d'avoir les premiers éléments de la Mission sur le terrain avant la fin du mois », a ajouté le Secrétaire général.

Ban Ki-moon a rappelé que l'épidémie est la plus importante que le monde ait connue. « Le nombre de cas double toutes les trois semaines. Il y aura bientôt plus de cas rien qu'au Libéria que dans les quarante ans de l'histoire de cette maladie », a-t-il souligné. « Dans les trois pays les plus touchés – la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone – la maladie détruit les systèmes de santé. »



Le Conseil de sécurité a adopté jeudi une résolution, à l'unanimité, dans laquelle il exhorte les Etats membres, en particulier de la région, et tous les acteurs compétents qui fournissent l'aide demandée, « de redoubler d'efforts en matière de sensibilisation du public ». Selon le Conseil, il faut notamment « contrer les informations erronées véhiculées au sujet du mode de transmission et de l'ampleur de l'épidémie et éviter d'alarmer inutilement les individus. »

Le Conseil de sécurité a également encouragé les gouvernements libérien, sierra-léonais et guinéen « à accélérer la mise sur pied de mécanismes nationaux qui permettent de diagnostiquer rapidement l'infection et d'isoler les cas suspects, d'offrir un traitement, de fournir des services médicaux efficaces aux secouristes, de mettre sur pied des campagnes d'éducation publique crédibles et transparentes et de renforcer les mesures de prévention et de préparation pour détecter les cas d'Ebola. »

Les membres du Conseil se sont inquiétés des effets préjudiciables que l'isolement a sur les pays touchés du fait des restrictions en matière de commerce et de déplacements qui leur ont été imposées et ont invité les Etats membres, y compris de la région, à lever ces restrictions.

Enfin, le Conseil de sécurité a engagé les Etats membres « à fournir une assistance et des ressources d'urgence, y compris des moyens médicaux à même d'être déployés, tels que des hôpitaux de campagne dotés de services d'experts, de personnel qualifié et de matériel suffisant, de services de laboratoire, de dispositifs de soutien logistique, et de transport et d'aide à la construction. »

## **Afghanistan : l'ONU appelle une nouvelle fois à la formation d'un gouvernement d'union nationale**



**18 septembre** - Lors d'une réunion jeudi au Conseil de sécurité, le Représentant spécial du Secrétaire général en Afghanistan, Jan Kubis, a indiqué qu'à quelques jours de l'annonce des résultats définitifs du second tour de l'élection présidentielle, la constitution d'un gouvernement d'union nationale était la seule voie possible pour faire face aux défis qui se posent dans ce pays.

« La meilleure façon d'avancer est la formation d'un gouvernement d'union nationale dirigé par un Président élu, certifié par la Commission électorale indépendante », a déclaré M.

Kubis en ajoutant que « dans un gouvernement d'union nationale, il y aura pas de perdants, seulement des partenaires ».

Le Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a salué la volonté manifestée par les millions d'Afghans qui se sont rendus aux urnes, ainsi que l'action menée par les forces de sécurité afghanes et les résultats qu'elles ont obtenus.

M. Kubis a précisé que le Secrétaire général, dans un entretien téléphonique le 10 septembre, a appelé les deux candidats, Abdullah Abdullah et Ashraf Ghani, à faire preuve d'esprit de compromis.

Le Représentant spécial s'est particulièrement inquiété des conséquences de l'instabilité sur la population civile, en notant que 2312 civils ont été tués et 4533 blessés durant les premiers mois de 2014, ce qui représente une forte hausse par rapport à la même période au cours de l'année 2013.

M. Kubis a rendu hommage au courage des forces armées et de police de l'Afghanistan et s'est félicité que les membres de l'OTAN se soient engagés, au cours du sommet qu'ils viennent de tenir au Pays de Galles, au Royaume-Uni, à fournir un appui aux institutions de sécurités afghanes.

Notant que l'impasse politique de ces derniers mois a contribué à la stagnation économique de l'Afghanistan, M. Kubis a insisté que seules des réformes économiques et de gouvernance efficaces permettront au pays de trouver une réponse à son déficit fiscal, qui se creuse. Il a dit que les engagements que prendra le nouveau gouvernement seront essentiels pour faire face aux besoins des plus démunis. Il a appelé au déploiement d'efforts régionaux renouvelés pour lutter contre le trafic des stupéfiants.

M. Kubis a ensuite rendu hommage à l'actuel Président Karzaï, qui a permis la mise en place d'une constitution et de cadres

institutionnels et juridiques en Afghanistan et a soutenu la création et la mise en place en Afghanistan de forces de sécurité capables de protéger la population.

## Syrie : le PAM obligé de réduire ses opérations à cause du manque d'argent



**18 septembre** - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a prévenu jeudi qu'il manquait de financement pour continuer à apporter de la nourriture aux près de 6 millions de Syriens qui bénéficient de son assistance vitale. En Syrie, la taille des rations alimentaire du mois prochain va diminuer, et dans les pays voisins, le nombre de réfugiés recevant de la nourriture ou des bons alimentaires sera réduit.

« Nous avons atteint un point critique dans notre réponse humanitaire en Syrie et dans les pays voisins, et à moins de recevoir des financements importants dans les prochains jours, je crains que nous n'aurons pas d'autre choix que de réduire nos opérations », a déclaré Muhannad Hadi, coordonnateur d'urgence régional du PAM pour la crise syrienne.

Le PAM est entièrement financé par les contributions des gouvernements, du secteur privé, d'autres organisations et des particuliers. Muhannad Hadi a reconnu que d'autres situations d'urgence nécessitaient l'aide des donateurs et que les budgets d'aide étaient serrés. Mais il a ajouté qu'en Syrie les besoins étaient encore élevés, et que la communauté internationale avait fait des progrès au cours des dernières semaines pour avoir accès à de nombreuses personnes dans des zones difficiles à atteindre.

« Le monde entier a fait preuve d'une grande générosité pour fournir une assistance alimentaire au cours des trois dernières années, et il est triste de penser que nous ne pouvons plus compter sur cet investissement qui avait redonné une certaine stabilité aux vies brisées de tant de personnes », a-t-il ajouté.

Le PAM a besoin de 352 millions de dollars pour la totalité de ses opérations jusqu'à la fin de l'année, dont 95 millions de dollars pour ses activités à l'intérieur de la Syrie et 257 millions de dollars pour aider les réfugiés dans les pays voisins.

En Syrie, à partir d'octobre, le PAM continuera de fournir de la nourriture à plus de 4 millions de personnes, mais les rations de nourriture seront plus petites. Elles fourniront moins de 60% de la valeur nutritive recommandée dans les situations d'urgence en octobre et seront encore davantage réduites en novembre. Pour le mois de décembre, le PAM n'a pas de fonds disponible pour les programmes en Syrie.

En Turquie, le programme de coupons électroniques mensuels du PAM qui vise à fournir une assistance alimentaire à 220.000 réfugiés syriens vivant dans des camps n'est financé qu'à hauteur de 12%. Jusqu'à 170.000 personnes pourraient être privées d'assistance en octobre.

En Jordanie, la valeur de l'assistance mensuelle pour 440.000 réfugiés vivant dans des villes et des villages sera réduite de 34 dollars à 16 dollars, mais l'assistance dans les camps de réfugiés sera maintenue.

Au Liban, à partir d'octobre, la valeur des coupons électroniques mensuels sera réduite de 30 dollars à 20 dollars par personne. Les colis alimentaires habituellement distribués aux nouveaux arrivants ainsi que les coupons alimentaires pour les réfugiés palestiniens seront supprimés.

En Égypte, à partir d'octobre, seuls les plus vulnérables recevront une assistance, le nombre de bénéficiaires sera réduit de plus de moitié, passant de 100.000 à 43.000 personnes. La valeur des bons alimentaires sera réduite de 30 dollars à 15 dollars par mois.

En Iraq, à partir d'octobre, la valeur des bons alimentaires pour les 70.000 réfugiés du camp de Domiz sera réduite de 31 dollars à 25 dollars, tandis que l'aide alimentaire pour les 33.000 personnes qui en bénéficient sera maintenue. Le programme de repas scolaire pour environ 12.000 enfants a déjà été suspendu.

D'après des données sur la sécurité alimentaire en Jordanie, 85% des familles de réfugiés n'ont pas les ressources financières

nécessaires pour subvenir à leur besoin alimentaire sans aide. Le PAM redoute que sans soutien, les personnes deviennent victimes d'exploitation et soient obligées de mendier, d'envoyer leurs enfants travailler ou de marier leurs filles tôt.

## Lutter contre la mortalité infantile implique la lutte contre les inégalités, selon le chef des droits de l'homme



La réduction des taux de mortalité infantile est l'un des huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Photo: Banque mondiale/Nahuel Berger

**18 septembre** - A l'occasion de la publication jeudi d'un guide sur la lutte contre la mortalité infantile, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a rappelé que les États sont les premiers à avoir la responsabilité d'assurer le bien-être des enfants et qu'ils devaient prendre des mesures pour lutter contre la mortalité infantile.

« Chaque année, six millions d'enfants meurent avant d'avoir atteint leur cinquième anniversaire, soit l'équivalent de la population entière de pays comme le Nicaragua, la Norvège ou la Nouvelle Zélande », a dit M. Zeid dans un communiqué de presse.

« Cette réalité est tragique puisque nous disposons des moyens d'empêcher au moins 50% de ces décès. Le fait que nous ayons échoué à prendre les mesures nécessaires pour protéger nos enfants de morts évitables constitue une violation grave du droit à la vie des enfants », a-t-il ajouté.

Selon le Haut-Commissaire, les inégalités sont à l'origine de la mortalité infantile qui aurait pu être empêchée. Pour trouver une solution à ce problème il est nécessaire de lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes, dont les pratiques traditionnelles nuisibles tels que la mutilation génitale, les mariages forcés et précoces, la violence conjugale, les stigmatisations et la discrimination.

M. Zeid a également affirmé qu'il était nécessaire d'assurer l'accès aux services de base, notamment aux services de santé, à l'assainissement et à l'eau potable.

« Du point de vue des droits de l'homme, il est évident que des réformes politiques importantes s'imposent », a déclaré le Haut-Commissaire en ajoutant qu'une approche basée sur les droits de l'homme implique des investissements par les États dans les secteurs de la santé et de l'éducation, l'autonomisation des femmes, en particulier dans les communautés vulnérables et marginalisées.

« Il faut que les investissements publics soient ciblés pour améliorer la protection, la préservation et le respect des enfants », a déclaré M. Zeid. « Les enfants sont nos ressources les plus précieuses. Nous ne pouvons en aucun cas accepter qu'ils soient nos ressources les plus vulnérables également ».

## Objectifs du millénaire : Les États doivent respecter leurs engagements d'ici 2015



L'Objectif du Millénaire numéro 8 : un partenariat mondial pour le développement.

**18 septembre** - Selon un nouveau rapport présenté jeudi par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) a produit des résultats mitigés en matière d'accès élargi des pays les plus pauvres à l'aide, au commerce, à l'allègement de la dette, aux médicaments essentiels et aux technologies.

Les conditions de vie de millions de personnes dans le monde se sont améliorées grâce aux efforts concertés entrepris à l'échelle mondiale, régionale, nationale et locale pour réaliser les OMD. Il ressort de statistiques récentes que certaines cibles ont déjà été atteintes, notamment la réduction de la pauvreté, amélioration de l'accès à l'eau potable, amélioration des conditions de vie des taudis et parité des sexes dans l'enseignement primaire. D'ici fin 2015, d'autres objectifs pourraient être atteints. Mais beaucoup reste à faire.

« Aujourd'hui plus que jamais, les dirigeants et citoyens du monde entier doivent résolument prendre part à l'action collective qui vise à éliminer la pauvreté, élever le niveau de vie et préserver l'environnement », a indiqué M. Ban dans un

communiqué de presse. « J'engage tous les gouvernements et les institutions internationales à continuer de renforcer le partenariat mondial pour le développement, afin que nous puissions marquer le commencement d'un avenir plus viable. »

Le Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des OMD indique que les engagements pris au titre de l'objectif sur la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement ont permis d'atteindre certains objectifs, mais que les progrès restent lents sur d'autres. Cet objectif a été établi pour demander aux pays développés de fournir un appui aux pays en développement pour les aider à atteindre les OMD, notamment ceux qui concernent la réduction de la pauvreté, la faim et la mortalité maternelle et infantile, l'amélioration de l'accès à l'éducation et la viabilité écologique.

Selon M. Ban, le rapport met l'accent sur l'écart qui persiste entre les engagements pris et la coopération effective, l'objectif ultime étant d'aider la communauté internationale à le combler. L'accès aux marchés en franchise de droits et hors quota a été élargi aux exportations des 49 pays les moins avancés, mais les subventions agricoles dans certains pays développés restent profondément ancrées.

L'allègement de la dette des pays les plus pauvres a augmenté, mais les petits États continuent de se heurter à des problèmes de soutenabilité de la dette. L'investissement privé a permis aux pays en développement d'avoir davantage accès aux télécommunications, à un coût moins élevé, mais il faut accélérer les progrès pour réduire les écarts avec le reste du monde. En outre, de trop nombreuses personnes continuent d'être privées d'accès aux médicaments essentiels à un coût abordable.

Après deux années de baisse, l'aide publique au développement a atteint un niveau record, avec 135 milliards de dollars en 2013, mais elle est restée inférieure de 180 milliards de dollars par rapport aux engagements pris et renouvelés par les États Membres de l'ONU.

Cette reprise tient en grande partie à l'accroissement de l'aide multilatérale et de l'aide humanitaire. Plusieurs pays ont soit augmenté le montant de l'aide en 2013, soit atteint l'objectif consistant à lui consacrer 0,7% de leur revenu national brut. Les pays qui y ont consacré plus de 0,7% du revenu national brut étaient les suivants : Danemark, Luxembourg, Norvège, Royaume-Uni et Suède. En 2013, l'Allemagne, l'Autriche, les États-Unis, la Finlande, l'Islande, l'Italie, la Pologne et la Slovaquie ont augmenté leurs budgets d'aide, mais n'ont pas atteint l'objectif de 0,7%.

D'après le rapport, l'aide continue d'être fortement concentrée, les 20 premiers bénéficiaires reçoivent en effet plus de la moitié de toute l'aide. Bien qu'en 2013, le montant de l'aide ait augmenté de 12,3% pour les 49 pays les moins avancés, l'aide bilatérale à l'Afrique subsaharienne a diminué de 4% entre 2012 et 2013, se chiffrant à 26,2 milliards de dollars.

## UNESCO : le développement durable commence par l'éducation



**18 septembre** - Dans un rapport publié jeudi, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a affirmé que l'éducation sera la clé du succès des nouveaux objectifs internationaux appelés à prendre le relais des Objectifs du Millénaire pour le développement, qui arrivent à échéance en 2015.

« Les faits sont sans équivoque. L'éducation sauve des vies et transforme les existences, elle est le fondement de la durabilité. Nous devons donc travailler ensemble dans tous les domaines du développement pour en faire un droit universel », a rappelé la Directrice

générale de l'UNESCO Irina Bokova, dans un communiqué de presse.

Le rapport, qui a été présenté lors de l'ouverture de la 69e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, affirme que les objectifs mondiaux du développement de l'après-2015 devraient reposer sur une approche holistique du développement durable.

L'UNESCO a rappelé que le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a affirmé que « l'éducation est un droit fondamental et le socle du progrès dans tous les pays. Les parents ont besoin d'informations en matière de santé et de nutrition pour offrir un bon départ à leurs enfants ».

Le rapport souligne la nécessité d'offrir au plus grand nombre une éducation de qualité, notamment pour lutter contre la pauvreté chronique et empêcher qu'elle ne se transmette de génération en génération.

L'éducation sert aussi à combattre la malnutrition et son impact dévastateur sur les vies des enfants. Si toutes les mères avaient fait des études secondaires, elles connaîtraient les aliments dont leurs enfants ont besoin et les règles d'hygiène indispensables, et auraient davantage voix au chapitre dans leur foyer pour leur apporter les soins adéquats.

L'éducation peut prévenir la mortalité maternelle en aidant les femmes à reconnaître les signes d'alerte, à se faire soigner et à s'entourer d'un personnel médical qualifié lors de l'accouchement. Si toutes les femmes avaient achevé le cursus primaire, la mortalité maternelle diminuerait des deux tiers, sauvant chaque année 189 000 vies humaines.

L'UNESCO a lancé un appel général à signer un engagement en ligne, par lequel chacun s'engage à collaborer et à participer aux efforts communs. La liste des signataires sera présentée à la Conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la planification du développement après 2015 à l'issue de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2014.

## **L'ONU et l'UA s'engagent à faire avancer la question des entreprises et des droits de l'homme**



**18 septembre** - Le premier Forum africain sur les entreprises et les droits de l'homme s'est conclu jeudi à Addis Abeba par un appel pressant à l'action pour faire des entreprises une force permettant d'améliorer les droits de l'homme en Afrique. Au cours de cette réunion, les hauts fonctionnaires et experts ont souligné que l'Union africaine et les Nations Unies vont unir leurs forces pour soutenir les pratiques commerciales responsables dans le respect des normes fondamentales des droits de l'homme.

« Dans le contexte d'une croissance économique rapide et des nouveaux investissements dans les ressources naturelles et le foncier, il y a une prise de conscience accrue sur la nécessité d'intégrer les droits de l'homme dans les stratégies et les opérations commerciales », a déclaré Michael K. Addo, président du Groupe de travail des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme.

« Non seulement c'est la seule façon d'assurer l'intérêt et le bien-être des populations d'Afrique, mais c'est également bénéfique pour les affaires et crucial pour la durabilité des investissements, » a ajouté Abdalla Hamdok, Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

Le Forum régional africain, qui s'est tenu du 16 au 18 septembre à Addis-Abeba, a réuni 200 représentants de gouvernements, d'entreprises, de la société civile et des institutions nationales des droits de l'homme pour débattre des défis majeurs actuels en Afrique.

Les Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme, en tant que norme mondiale faisant autorité pour prévenir et contrer les effets préjudiciables de l'activité commerciale sur les droits de l'homme, étaient au cœur des discussions.

«Trop souvent, les préoccupations relatives aux droits de l'homme sont éludées dans la course aux investissements étrangers. Nous devons vraiment briser cette logique et faire en sorte que l'entreprise et le respect des droits de l'homme aillent de pair", a déclaré la commissaire de l'UA chargé des affaires politiques, Aisha Abdullahi.

«Les Principes directeurs des Nations Unies fournissent une norme globale convenue à l'échelle mondiale sur la façon de faire avancer ensemble les entreprises et les droits de l'homme. Il est nécessaire maintenant de traduire ces normes en plans d'action concrets et outils de mise en œuvre adaptés aux réalités des pays africains ", a-t-elle ajouté

Le Forum régional a été organisé par le Groupe de travail des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme, avec le soutien de la Commission de l'Union africaine, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Les participants de toute l'Afrique ont appelé à des pratiques commerciales responsables qui respectent les droits de l'homme, fournissent des garanties suffisantes pour protéger ces droits contre les violations des entreprises, et permettent aux victimes de demander réparation.

Les plans nationaux d'action ont été identifiés comme un outil important pour faire avancer la question des entreprises et des droits de l'homme. Ces plans doivent être développés à travers des processus consultatifs fédérant tous les acteurs afin d'identifier les problèmes et de trouver des solutions.

Lors du Forum régional, la Commission de l'UA et le Groupe de travail des Nations Unies se sont engagés à travailler de concert pour faire avancer la question des entreprises et des droits de l'homme. Les mesures spécifiques comprennent le développement d'outils pratiques adaptés aux réalités des pays africains pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies.

Le Forum africain contribuera au prochain Forum mondial de l'ONU sur les entreprises et les droits de l'homme - le plus grand dialogue sur les entreprises et les droits de l'homme au monde - qui se tiendra à Genève du 1er au 3 décembre 2014.